

Vingt ans après l'élargissement de l'UE à l'Europe centrale et de l'Est

Les syndicats réclament un programme industriel favorable à la cohésion et à des emplois industriels de qualité en Europe centrale et de l'Est

Document adopté par le 29ème Comité exécutif d'industriAll Europe
Bruxelles, 14-15 mai 2024 | 2024/150

Vingt ans après l'élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe centrale et de l'Est, les syndicats appellent à une stratégie industrielle proactive favorable à une transformation industrielle vers zéro émission nette ainsi qu'à la protection et la création d'emplois industriels de qualité dans ces pays. Nous plaçons pour une stratégie industrielle européenne qui repose sur la solidarité européenne afin de décarboner toutes les régions d'Europe. À l'heure où les travailleurs et les citoyens européens sont frappés par de multiples crises, il est important de redonner confiance en l'UE et en un pacte vert européen qui génère des emplois industriels de qualité dans toutes les régions.

Bilan de l'élargissement de l'UE : les défis et les réussites sous l'angle des travailleurs et de leurs syndicats

L'élargissement de l'Union européenne en 2004, suivi de nouvelles adhésions en 2007 et en 2013, a marqué un tournant décisif dans l'histoire de l'Europe, à l'Est comme à l'Ouest. Pour de nombreux pays d'Europe centrale et de l'Est, l'adhésion à l'UE offrait une perspective de reprise économique et de stabilité politique. Les entreprises y ont vu la possibilité d'obtenir une main-d'œuvre peu coûteuse et bien formée, d'ouvrir des marchés à l'Est et de délocaliser leur production dans des pays où le coût de la vie est moins élevé.

- **Néolibéralisme et restriction des droits du travail**

Le néolibéralisme, qui s'est insinué dans les pays candidats à l'adhésion depuis le début du processus de transformation dans les années 1990, a conduit à d'importantes restrictions des droits du travail et des droits des syndicats. Ces droits étaient déjà considérablement réduits au moment de l'élargissement de l'UE. De nombreuses erreurs et omissions ont été commises dans les années qui ont suivi l'élargissement à l'Est. Les institutions européennes ont essentiellement suivi le paradigme compétitif et les intérêts des entreprises transnationales désireuses de transformer les nouveaux pays de l'UE en unité de production au service de l'Europe de l'Ouest et qui ont peu fait voire rien pour renforcer les syndicats, le dialogue social, la participation des travailleurs ou les systèmes de négociations collectives des nouveaux pays candidats à l'adhésion.

- **Migration et dumping salarial**

Aggravés par les crises économiques de 2008-2010 et 2020-2022, le bas niveau des salaires et les systèmes de sécurité sociale faibles ont accentué les pressions migratoires. Des millions de personnes originaires des pays candidats à l'adhésion ont émigré vers d'autres pays de l'UE pour y travailler. Dans de nombreux cas, la libre circulation des personnes a amené les travailleurs non protégés à travailler pour des salaires dérisoires en Europe de l'Ouest, tandis que de nombreuses régions des nouveaux États membres ont vu leur population diminuer.

- **Répercussions de la libre circulation des biens et des capitaux**

La libre circulation des biens a entraîné une substitution des produits nationaux par des produits d'autres pays européens à des prix de dumping au détriment des industries nationales. La libre circulation des capitaux a facilité l'implantation des entreprises occidentales dans les nouveaux pays grâce à des subventions publiques et des allègements fiscaux. Aujourd'hui encore, ces entreprises tirent avantage des lacunes de la législation du travail pour abaisser les normes du travail et affaiblir les syndicats, notamment dans les cas de délocalisations.

- **Activités de solidarité et soutien au mouvement syndical**

Malgré les difficultés rencontrées, le mouvement syndical d'Europe de l'Ouest a mené de nombreuses activités de solidarité et a apporté un soutien concret continu aux syndicats des pays candidats à l'adhésion. Ces activités avaient pour objectif de renforcer les droits des travailleurs, les normes sociales et de participation, et de familiariser les syndicats avec le monde des institutions européennes ainsi qu'avec les instances d'information et de consultation. Dans l'ensemble, l'élargissement de l'UE à l'Europe de l'Est a engendré de défis et des réussites. Les travailleurs et les syndicats ont été confrontés à des difficultés considérables, notamment en ce qui concerne le respect des droits et des normes du travail, y compris la participation des travailleurs et le pouvoir de négociation collective. Leurs efforts ont été largement couronnés de succès, bien qu'encore peu de collègues originaires des pays du cycle d'élargissement de 2004 occupent des rôles dirigeants dans les syndicats européens, participent activement au sein des organes directeurs des comités d'entreprise européens, ou sont actifs au sein des institutions européennes et partout où les travailleurs devraient être correctement représentés. Il y a eu et il existe encore un certain nombre de partenariats stratégiques entre les syndicats, les organisations syndicales et les fondations d'Europe de l'Est et de l'Ouest. Tous n'ont pas toujours porté leurs fruits, mais sans eux, les droits des travailleurs, la participation des travailleurs et les conventions collectives seraient beaucoup plus faibles dans toute l'Europe, et pas uniquement en Europe de l'Est.

Il est impératif de continuer à renforcer les normes sociales et du travail dans tous les pays de l'UE et à veiller à ce que les progrès économiques profitent à tous et que personne ne soit laissé pour compte.

Le danger d'une Europe à deux vitesses

Au cours de ces vingt dernières années, de nombreux travailleurs et citoyens ont bénéficié de l'adhésion à l'UE et des opportunités qu'offre la solidarité européenne. Vingt ans plus tard, les syndicats déplorent encore les disparités persistantes entre les régions et l'affaiblissement des structures syndicales et de dialogue social en Europe centrale et de l'Est. Le pacte vert européen est un projet d'envergure que l'UE ne pourra mener qu'à travers une solidarité et une coopération fortes entre les régions.

IndustriAll Europe souhaite rappeler les multiples problèmes et enjeux identifiés en 2021 dans la prise de position intitulée « Ne laisser aucune région ni aucun travailleur pour compte : relever les enjeux de la décarbonation et de la modernisation des industries lourdes d'Europe centrale et de l'Est ».

Principales revendications des syndicats

Demandes des syndicats d'Europe centrale et de l'Est adoptées en 2021 :

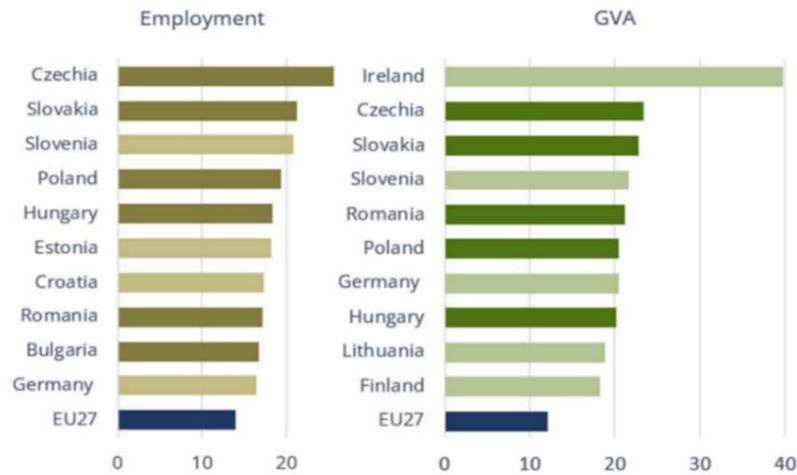
1. Renforcer le dialogue social.
2. Définir une stratégie industrielle durable aux niveaux sectoriel, national et européen qui soit en mesure de garantir une double transition écologique et numérique.
3. Garantir des conditions de concurrence équitables sur les marchés mondiaux.
4. Veiller à ce que les spécificités régionales/sectorielles soient prises en compte dans la révision du SEQE et dans le paquet « Ajustement à l'objectif 55 »
5. Développer des plans détaillés de création d'emplois et de transformation
6. Répondre aux besoins d'investissement, contrôler et imposer le recours à la FRR
7. S'attaquer aux effets distributifs de la décarbonation
8. Instaurer des politiques actives du marché du travail adéquatement financées
9. Établir des plans de compétences et de formation essentiels pour combler les lacunes en matière de compétences et pour lutter contre le piège des systèmes de bas salaires et la fuite des cerveaux
10. Mettre en place des filets de protection sociale pour les travailleurs dont l'emploi est menacé
11. Augmenter les salaires réels pour garantir une répartition équitable des gains de productivité et favoriser une convergence salariale entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest

Au vu des demandes formulées par industriAll Europe en 2021, la situation demeure largement inchangée trois ans plus tard et s'est même aggravée en raison des besoins considérables d'accélérer la décarbonation et la transformation industrielle. Le contexte de crises multiples et l'absence de réponses et d'approches stratégiques a augmenté le risque de voir émerger une Europe à deux vitesses.

La décarbonation gagne en vitesse

Avec l'entrée en vigueur du pacte vert européen, la pression exercée sur l'industrie pour décarboner s'accroît de jour en jour, tandis que la crise de l'énergie et la course mondiale aux subventions pour les technologies propres entraînent une intensification de la concurrence au niveau mondial. La part de l'emploi dans l'industrie et la valeur ajoutée brute sont particulièrement élevées dans les pays d'Europe centrale et de l'Est. Par conséquent, les besoins de décarbonation sont colossaux pour éviter une désindustrialisation et un désastre socio-économique.

EU member states with highest industry employment and GVA shares (% of total) - 2022



Source: Eurostat, Employment and gross value added by A*10 industry breakdowns, 2022



Source : E3G : TRANSFORMATION INDUSTRIELLE POUR TOUS LES PAYS EUROPÉENS – ANALYSE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE EN EUROPE CENTRALE ET DE L'EST, octobre 2023

Les enjeux sont multiples

La révision du SEQE-UE tout particulièrement conduira l'industrie en terrain inconnu. L'ampleur des changements nécessaires est considérable dans les pays d'Europe centrale et de l'Est, où les besoins de développement d'infrastructures propres sont colossaux, notamment pour les réseaux électriques et l'hydrogène propre, afin d'encourager la décarbonation industrielle. À cela s'ajoute l'absence de plans industriels pour relever ces enjeux, sachant que presque aucun des pays d'Europe centrale et de l'Est n'a mis en place de tel plan.

En outre, compte tenu du manque de capacités d'innovation et de stratégies en matière de compétences à la hauteur des enjeux de décarbonation et de modernisation, les perspectives pour les travailleurs de l'industrie d'Europe centrale et de l'Est sont peu réjouissantes.

Le nouveau cadre de politique industrielle de l'UE n'est pas favorable à la cohésion

Le plan industriel du pacte vert n'est pas soutenu par un financement européen adéquat, le tant attendu fonds de souveraineté de l'UE ne s'étant pas concrétisé. La plateforme « Technologies stratégiques pour l'Europe » (STEP) prévoit un nouveau financement européen limité, tandis que le plan industriel du pacte vert s'appuie en grande partie sur un assouplissement des règles en matière d'aides d'État. Dans le même temps, de nombreux États membres ne seront plus en mesure de financer des investissements en raison du durcissement des règles budgétaires. La stratégie actuelle de l'UE (avec toutes ses faiblesses générales en comparaison d'autres programmes de politique industrielle, tels que l'IRA aux États-Unis ou le plan quinquennal en Chine) risque de ne privilégier que les États membres les plus forts et de creuser davantage le fossé avec les États membres les plus faibles.

Les pays d'Europe centrale et de l'Est dépendent fortement des fonds européens pour encourager la décarbonation. Toutefois, les sommes disponibles débloquées par la FRR, le fonds de modernisation, le fonds pour une transition juste et d'autres mécanismes ne sont pas ciblées de manière efficace, principalement en raison de l'absence de plans industriels et du manque de capacités administratives.

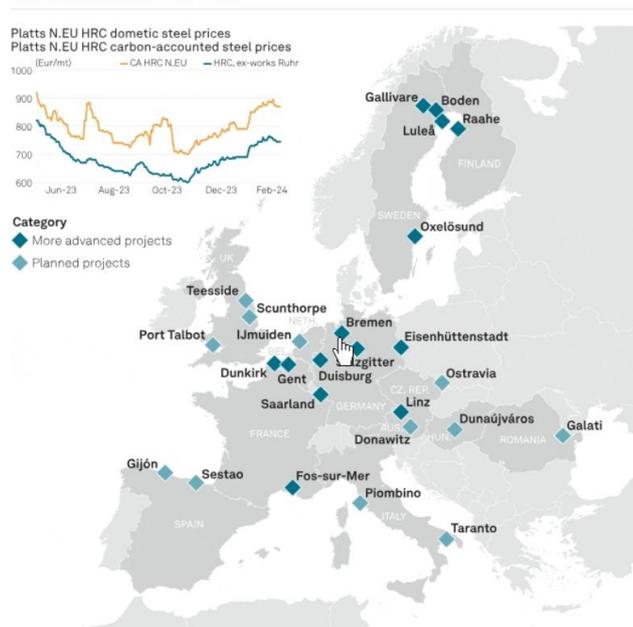
Les pays d'Europe centrale et de l'Est souffrent d'un manque d'innovation, l'industrie étant façonnée par les transferts de technologie et les faibles coûts de main-d'œuvre. Les dépenses en recherche et en développement sont inférieures à la moyenne européenne. Sur les 184 démonstrateurs de technologies propres dans les industries à forte intensité énergétique financés par les fonds européens et par les États membres au moyen des PIIEC, seuls 11 d'entre eux sont déployés dans les pays d'Europe centrale et de l'Est¹. Cette solution n'est pas adaptée à une Europe qui vise zéro émission nette à l'horizon 2050 tout en œuvrant pour la cohésion et la convergence ascendante des États membres de l'UE.

Les stratégies d'entreprise risquent de saper les efforts de décarbonation

Les stratégies d'entreprises sont imprévisibles. L'industrie des pays d'Europe centrale et de l'Est est fortement influencée par les multinationales et dépend donc des décisions d'investissement des entreprises. Dans ce contexte, les travailleurs de l'industrie sont particulièrement préoccupés par le fait que les bénéfices réalisés sur les sites des pays d'Europe centrale et de l'Est ne soient pas réinvestis dans la modernisation et la décarbonation indispensables des processus industriels de ces régions. À l'exception de quelques-uns, il n'existe pas de projets de décarbonation industrielle d'envergure à venir.

Roadmap of Europe's low carbon steel projects

Click on a location for more detail



Source: S&P Global Commodity Insights, Companies' data

Quand bien même des plans de décarbonation ont été mis en place, les stratégies des entreprises risquent de les compromettre. À titre d'exemple, US Steel à Kosice a mis en œuvre des plans de transformation concrets. Toutefois, à la suite de l'achat récent de l'usine par Nippon Steel, l'avenir des 8,000 travailleurs du site est remis en question.

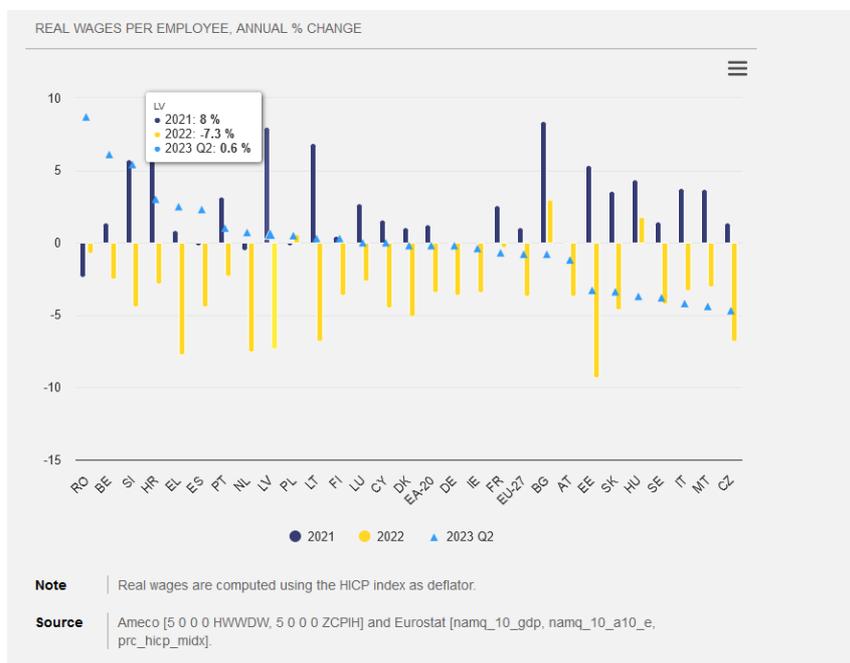
La situation chez GFG Alliance/Liberty Steel est particulièrement préoccupante en République tchèque, où la production est à l'arrêt depuis des semaines sans perspective de reprise rapide des activités et où des milliers de travailleurs ont été renvoyés chez eux et laissés dans l'ignorance quant à leur avenir. À Ostrava, Tameh, le fournisseur d'énergie de Liberty Steel, a été déclaré insolvable en décembre 2023, tandis que

¹ E3G : TRANSFORMATION INDUSTRIELLE POUR TOUS LES PAYS EUROPÉENS – ANALYSE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE EN EUROPE CENTRALE ET DE L'EST, octobre 2023

les 117 sous-traitants de Liberty Steel présents sur le site subissent les répercussions de la crise, privés des services essentiels tels que le chauffage ou l'eau. Non seulement l'avenir de l'usine d'Ostrava et de ses 6,000 travailleurs est en suspens, mais c'est toute une région et une chaîne d'approvisionnement locale de 30,000 emplois indirects et 900 PME liées aux activités de Liberty Steel qui pourraient faire les frais de la mauvaise gestion du site.

Les travailleurs des pays d'Europe centrale et de l'Est payent le prix fort

De nombreux pays d'Europe centrale et de l'Est ont souffert de la forte inflation provoquée par les prix élevés de l'énergie et des matières premières. La crise du coût de la vie a sévèrement touché les travailleurs de ces régions, les conventions collectives n'ayant pas pu compenser la hausse du coût de la vie. Bien que les salaires réels aient diminué dans toute l'Europe, les pays d'Europe centrale et de l'Est sont tout particulièrement impactés par cette baisse.



Source : DG EMPL, Marché de l'emploi et développements économiques en Europe, 2023
<https://op.europa.eu/webpub/empl/lmwd-annual-review-leaflet-2023/>

Cette situation est d'autant plus dramatique que l'avantage concurrentiel des pays d'Europe centrale et de l'Est repose majoritairement sur le faible coût de la main-d'œuvre. Les travailleurs de l'industrie sont loin d'avoir atteint la convergence salariale et risquent désormais d'y perdre beaucoup, car les investissements pourraient être redirigés vers des régions ayant accès à des sources d'énergie bas carbone abondantes et à de nombreuses infrastructures.

Les travailleurs de l'industrie en Europe centrale et de l'Est ont été impactés par les processus de restructuration et les fermetures de sites résultant des changements politiques des années 1990. Les stigmates de cette période sont encore vifs et l'on craint de plus en plus que la décarbonation ne soit qu'un autre synonyme de désindustrialisation et de déclin démographique. De nombreux pays de cette région souffrent d'une fuite des cerveaux, la Bulgarie étant en tête du classement des pays connaissant le déclin le plus rapide à l'échelle mondiale. La population bulgare a diminué d'environ un quart depuis 1990 et devrait encore chuter de 23% d'ici à 2050. Les citoyens hautement qualifiés ont quitté le pays pour d'autres pays offrant de meilleurs salaires et de meilleures conditions d'emplois. Le mécontentement face à la

situation actuelle risque d'engendrer une opposition politique au pacte vert européen à une époque où il est primordial de prendre des mesures déterminées pour enrayer le changement climatique.

Un affaiblissement des systèmes de relations industrielles

Les syndicats de l'Europe centrale et de l'Est déplorent un affaiblissement des systèmes de relations industrielles au cours des dernières décennies. La couverture des négociations collectives dans la région est particulièrement faible, la plupart des pays se situant en deçà des 30% de couverture. Les négociations collectives ont principalement lieu au niveau de l'entreprise, ce qui entraîne des conditions d'emploi divergentes dans des secteurs entiers. En outre, les pratiques antisyndicales, souvent encouragées par les gouvernements pour attirer les investissements dans la région, constituent une réelle préoccupation pour les syndicats.

En Roumanie, après une décennie sans conventions collectives, une loi révisée sur le dialogue social a restauré, en théorie du moins, la capacité d'action des partenaires sociaux. Or dans la pratique, les négociations collectives restent très faibles.

La création d'emplois dans les secteurs émergents n'est pas nécessairement synonyme d'amélioration des conditions d'emploi et de salaires décents. En Hongrie, d'importants investissements ont été réalisés dans des usines de fabrication de batteries dominées par des entreprises d'Asie de l'Est. Toutefois, nombre de ces entreprises ne respectent pas la liberté d'association, ce qui se traduit par des conditions d'emploi et des normes de santé et de sécurité précaires. Les pénuries de main-d'œuvre, provoquées par la faible qualité des emplois, poussent le gouvernement hongrois à adopter une stratégie pour attirer des migrants de pays tiers bénéficiant d'une protection moindre.

Malgré un acquis social européen riche dans le domaine de la participation des travailleurs, avec pas moins de 45 directives européennes octroyant des droits à l'information et à la consultation aux niveaux local, national et européen, d'importantes disparités persistent entre les pays européens membres avant l'élargissement et les pays d'Europe centrale et de l'Est. Un dialogue de qualité, opportun et efficace avec la direction sur la stratégie de l'entreprise, les perspectives d'emplois et les conditions de travail demeure utopique, les syndicats des pays d'Europe centrale et de l'Est n'ayant pas la possibilité d'anticiper la transformation et de discuter de solutions alternatives aux suppressions d'emplois et aux fermetures de sites.

Indice des relations industrielles, UE et États membres, 2018-2021

	Industrial relations	Industrial democracy	Industrial competitiveness	Social justice	Quality of work and employment
Denmark	73.7	81.0	72.9	72.1	69.2
Finland	72.4	77.1	73.7	74.3	65.0
Netherlands	72.4	78.2	75.4	71.3	65.3
Austria	71.1	77.6	70.5	66.5	70.1
Sweden	71.1	86.7	72.4	66.8	60.9
Germany	65.6	64.0	70.6	59.9	68.2
Luxembourg	64.3	70.7	65.4	52.4	70.7
Belgium	61.9	63.7	71.9	58.5	54.7
Ireland	58.6	49.8	58.5	66.9	60.6
Slovenia	56.6	61.4	48.2	62.3	55.6
France	52.4	64.0	66.2	51.2	34.7
Czechia	51.9	58.0	48.2	59.4	43.7
EU27	49.9	53.6	49.9	50.5	48.1

	Industrial relations	Industrial democracy	Industrial competitiveness	Social justice	Quality of work and employment
EU27	49.9	53.6	49.9	50.5	48.1
Estonia	48.9	33.4	49.4	54.9	63.1
Malta	44.5	36.0	40.1	46.5	58.1
Lithuania	43.8	41.0	39.2	46.8	48.9
Spain	40.9	58.5	45.6	29.4	35.7
Croatia	40.0	54.9	33.6	45.6	30.5
Latvia	39.1	33.1	33.2	44.6	47.8
Italy	38.9	49.9	50.9	30.4	29.8
Poland	38.8	36.0	34.5	53.5	33.9
Slovakia	38.6	48.2	34.6	48.3	27.5
Portugal	38.5	38.3	45.0	33.2	38.6
Cyprus	38.4	44.8	37.2	47.0	27.8
Hungary	36.7	29.9	35.3	37.0	46.5
Greece	29.5	37.1	35.5	25.2	22.8
Bulgaria	29.5	35.6	18.7	30.0	37.5
Romania	29.2	39.3	20.8	28.4	31.2

Source: Eurofound (2023) [Mesure des dimensions clés des relations industrielles et de la démocratie industrielle \(actualisation de 2023\)](#)

Les syndicats réclament des stratégies industrielles qui promeuvent la cohésion et qui protègent et créent des emplois de qualité :

1. Une stratégie industrielle européenne qui ne sape pas les objectifs de cohésion

Bien que nous saluions le plan industriel du pacte vert et la proposition d'une stratégie industrielle à l'échelle européenne, le plan n'est qu'une mesure réactive et ne tient pas compte de la dimension régionale de la décarbonation et des besoins de transformation industrielle. En effet, le plan industriel du pacte vert doit aller de pair avec un plan d'investissement qui favorise la décarbonation et la création d'emplois industriels de qualité dans toutes les régions de production industrielle.

Nous plaçons pour un plan industriel européen global et proactif dans le but de transformer et de créer des emplois ainsi que pour éviter de creuser davantage les inégalités régionales. Les syndicats constatent avec inquiétude un mécontentement croissant sur le terrain à l'égard du pacte vert européen, car ce dernier est accusé d'être à l'origine des fermetures et des licenciements. Nous avons besoin de toute urgence d'un plan industriel européen qui repose sur la solidarité européenne et des chaînes de valeur industrielles européennes renforcées et qui respecte les droits des travailleurs.

2. Un plan d'investissement européen en faveur de la décarbonation et des emplois industriels de qualité dans toutes les régions d'Europe

Pour atteindre les objectifs à moyen et à long terme définis par l'UE, nous devons combler d'urgence les déficits d'investissement, sachant que les principaux fonds européens arrivent à leur terme en 2026. Les besoins d'investissement découlant du pacte vert (et de la réponse de l'UE à la guerre en Ukraine) sont sans précédent : selon la Commission européenne, 620 milliards d'euros d'investissements publics et privés seront nécessaires chaque année pour mettre en œuvre le pacte vert européen et le plan REPowerEU. Quelques 92 milliards d'euros supplémentaires seront nécessaires sur la période 2023-2030 pour atteindre les objectifs du règlement pour une industrie « zéro net ». Le financement du plan industriel du pacte vert repose essentiellement sur les aides d'États ([cadre temporaire de crise pour les aides d'État, règlement général d'exemption par catégorie](#)), ce qui risque de creuser le fossé entre les États membres et entre les régions. Le fonds européen de souveraineté ne s'est jamais concrétisé et la plateforme « Technologies stratégiques pour l'Europe » mobilise un nouveau financement très limité (10 milliards d'euros). Dans le contexte de capacités budgétaires très limitées dans de nombreux États membres, recourir principalement aux aides d'État pour financer la transition pourrait nuire aux efforts collectifs de l'UE en matière de décarbonation et de transition juste. Cela risque d'accentuer la fragmentation entre les pays de l'UE en privilégiant les gagnants et en laissant les plus faibles pour compte.

3. Austérité et décarbonation sont incompatibles

Le durcissement proposé des règles budgétaires menace de mettre en péril la décarbonation dans l'ensemble de l'UE et d'accentuer la fracture entre les États gagnants et les États à la traîne. Nous avons déjà constaté l'impact désastreux des politiques d'austérité instaurées après la dernière crise financière. Celles-ci ont freiné les investissements publics et privés et ont entraîné la perte de 2,5 millions d'emplois industriels dans l'UE depuis 2008.

Il est impératif de réduire les risques liés aux investissements privés dans les technologies nouvelles et propres, mais les fonds publics doivent également jouer un rôle essentiel pour stimuler les investissements privés. De nombreuses analyses ont démontré que des règles budgétaires restrictives feront obstacle aux investissements relatifs au climat dans la majorité des États membres de l'UE. Les pays d'Europe centrale et de l'Est seront particulièrement vulnérables car ils ne seront pas en mesure d'investir dans la décarbonation et de répondre aux besoins en infrastructures. Dans le cadre d'un plan de politique industrielle européenne proactif, nous appelons les dirigeants de l'UE à raisonner et à réévaluer le cadre budgétaire pour les années à venir.

4. Des plans industriels au niveau national et un renforcement des capacités administratives pour mener à bien la décarbonation

Nous appelons les gouvernements nationaux à mettre en place des plans industriels nationaux indispensables pour apporter des garanties et orienter les investissements publics et privés. Les plans industriels au niveau national sont également essentiels pour une utilisation cohérente et stratégique des fonds européens, tels que le fonds de cohésion, le fonds pour la modernisation et les recettes du SEQE-UE, et pour investir dans des infrastructures énergétiques propres nécessaires.

Les pays d'Europe centrale et de l'Est disposent d'un potentiel fort en matière d'infrastructures énergétiques décarbonées. Les stratégies industrielles au niveau national et la coopération régionale entre les pays d'Europe centrale et de l'Est seront vitales pour mettre à profit ce potentiel. Les capacités administratives doivent être renforcées pour garantir une planification stratégique globale. Les syndicats

doivent être impliqués dans la planification industrielle et les stratégies de financement dans le cadre d'un dialogue social efficace afin de soutenir l'anticipation et la gestion du changement et d'une transition juste.

5. Développer des stratégies en matière de compétences et moderniser les systèmes éducatifs

Les pays d'Europe centrale et de l'Est doivent développer des stratégies détaillées en matière de compétences et moderniser leurs systèmes éducatifs pour répondre aux exigences de la décarbonation et de l'évolution des processus industriels et des technologies. Les travailleurs qualifiés contribuent à la compétitivité de l'industrie et sont indispensables dans tous les secteurs manufacturiers. Les syndicats doivent siéger à la table des négociations dans la mesure où ils ont une meilleure connaissance des compétences requises. En outre, nous devons nous concentrer sur la qualité de l'éducation et de la formation ainsi que sur la qualité des emplois dans ces régions afin de remédier aux importantes pénuries de travailleurs qualifiés.

6. Un dialogue social renforcé pour des emplois de qualité

Les syndicats d'Europe centrale et de l'Est réclament un dialogue social renforcé à tous les niveaux (entreprise, sectoriel et national) ainsi qu'une information et une consultation efficaces dans les entreprises. Les syndicats doivent être davantage impliqués dans l'élaboration des plans industriels, sectoriels et d'entreprise, tout comme la couverture des négociations collectives doit être accrue. C'est pourquoi la transposition et la mise en œuvre complètes de la directive relative aux salaires minimaux seront déterminantes.

Nous plaidons pour un renforcement des négociations collectives sectorielles afin d'améliorer la convergence entre les travailleurs et la qualité des emplois dans tous les secteurs. À l'heure où les entreprises déplorent des pénuries de main-d'œuvre, les syndicats devraient être pleinement impliqués dans le processus. Seul un dialogue social renforcé peut garantir une production industrielle solide, des transitions entre les emplois et des emplois de qualité.

7. Un droit de rester et un droit à une transition d'un emploi à un autre

La décarbonation ne doit pas être synonyme de désindustrialisation et de dépeuplement des zones industrielles. Une transition juste signifie que les travailleurs et les jeunes ne sont pas contraints de quitter leur région, mais qu'il existe des opportunités d'emploi de qualité égale dans la même région et au niveau local. La liberté fondamentale de circulation des travailleurs doit être associée à une liberté fondamentale de choisir de rester et de trouver des emplois de qualité au niveau régional ou local !

8. Des instruments de suivi des investissements, des fonds européens et des aides d'État et de leur utilisation pour garantir des retombées durables sur le terrain

Nous avons besoin d'instruments et de mécanismes forts pour contrôler les investissements, la répartition des fonds européens et les aides d'États afin de comprendre leur impact (et pas seulement en Europe centrale de l'Est). Nous soulignons le rôle essentiel que jouent l'OLAF et le parquet européen, en particulier dans l'analyse de l'utilisation des fonds de la FRR, et insistons sur la nécessité d'un contrôle strict de l'attribution et de l'utilisation des fonds européens, conjugué à une protection intégrale des personnes signalant des cas de fraude, de corruption et d'utilisation abusive des fonds. En outre, les entreprises qui bénéficient de l'argent public doivent faire l'objet de contrôle concernant la répartition de leurs profits. La responsabilité sociale des entreprises implique que les bénéfices générés dans les pays d'Europe centrale et de l'Est soient réinvestis en faveur de la décarbonation et des emplois de qualité. Nous réclamons des conditionnalités sociales associées non seulement aux fonds européens, mais aussi à tout autre instrument

de financement public national et d'aide d'État, afin d'inciter les entreprises à assurer la sécurité des sites, à respecter les syndicats et à s'engager en faveur du dialogue social, des négociations collectives et d'une information et d'une consultation efficaces. Les entreprises multinationales ont un rôle à jouer dans le développement durable des sites industriels et le bien-être des travailleurs.

9. Renforcer le pouvoir des syndicats pour des emplois de qualité en Europe centrale et de l'Est

En tant que syndicats, nous nous montrons solidaires et nous nous engageons à soutenir les travailleurs dans la lutte contre la violation de leurs droits et dans la lutte contre la précarité, en œuvrant pour des salaires décents, de bonnes conditions de travail et un équilibre entre vie privée et vie professionnelle. Vingt ans après l'élargissement de l'UE, les syndicats doivent à nouveau mener un combat difficile. La peur pousse de nombreux travailleurs en Europe à tomber dans le piège de l'extrême droite et de la xénophobie. Dans la plupart des pays européens, les travailleurs doivent travailler de plus en plus dur pour joindre les deux bouts. La prétendue pression concurrentielle exercée par les ressortissants d'autres pays sur le marché du travail et la crainte de perdre la stabilité sociale et économique ont conduit à des votes protestataires. Le taux de syndicalisation et la couverture des négociations collectives ont chuté. Grâce à la collaboration avec notre équipe de chargés de syndicalisation, nous entendons renforcer le pouvoir des syndicats pour garantir une représentation syndicale dans chaque entreprise et chaque lieu de travail ainsi que la mise en place de structures de dialogue social efficaces. Devenir un membre actif d'un syndicat est le meilleur moyen pour faire aboutir nos revendications.

Nous appelons les gouvernements nationaux à soutenir les mécanismes de dialogue social et à collaborer avec les syndicats pour promouvoir conjointement la convergence ascendante et des emplois industriels de qualité !

Une solidarité européenne pour une convergence ascendante

Vingt ans après l'élargissement de l'Union européenne à l'Europe centrale et de l'Est, industriAll Europe et ses 200 organisations affiliées sont unies et solidaires des travailleurs et des syndicats des pays d'Europe centrale et de l'Est. Ces pays et les travailleurs ont bénéficié du processus d'élargissement de l'UE de manière générale, mais d'importantes disparités régionales persistent. Dans le contexte géopolitique et économique actuel, l'incertitude et l'anxiété s'installent parmi les travailleurs sur le terrain. Nous devons y remédier et formuler une réponse européenne à la concurrence et aux menaces mondiales.

Nous plaçons pour un cadre de politique industrielle européenne fort et proactif ainsi qu'une gouvernance économique adéquate pour soutenir la convergence ascendante. Nous réclamons des emplois industriels de qualité en Europe centrale et de l'Est ainsi que dans toute l'Europe ! La décarbonation de nos industries et la préservation de notre compétitivité est l'affaire des syndicats, des entreprises, des autorités publiques et des institutions européennes. Nous demandons à avoir voix au chapitre. Notre avenir ne se décidera pas sans nous !